

Analyse situationnelle sur les défis spécifiques liés à l'exploitation et l'abus sexuels des garçons

CÔTE D'IVOIRE

Août 2025



ECPAT International tient à remercier toutes les personnes impliquées dans cette recherche en Côte d'Ivoire.

ECPAT International et SOS Violences Sexuelles tiennent à exprimer leurs sincères remerciements à la Direction de la Protection de l'Enfant du Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant pour son appui précieux dans le cadre de la mise en œuvre du projet Ensemble.

Équipe de recherche de SOS Violences Sexuelles:

Assane Morronyh, Kouakou Konan David et Dr. Ossei Kouakou.

ECPAT International: Morgana D'Amico, Andrea Varrella, Francesco Cecon, Willy Buloso et Sendrine Constant.

Citation suggérée: ECPAT International. (2025). Analyse situationnelle sur les défis spécifiques liés à l'exploitation et l'abus sexuels des garçons en Côte d'Ivoire.

ECPAT tient à remercier le Fonds pour la Société Civile du ministère des Affaires étrangères de la République d'Irlande pour le soutien qu'il a apporté à la réalisation de cette publication.

ECPAT remercie également l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida) et la Fondation Oak pour le soutien financier apporté à ses objectifs organisationnels généraux.

Les opinions exprimées dans ce document n'engagent qu'ECPAT International. Le soutien de ces donateurs ne constitue pas une approbation des opinions exprimées. Les idées, opinions et commentaires qui y figurent sont entièrement ceux des auteurs.

© ECPAT International, 2025.

Pour tout retour ou suggestion, veuillez contacter: researchteam@ecpat.org

La reproduction est autorisée sous réserve de mentionner la source: ECPAT International.

Conception graphique: Eduart Strazimiri

Illustrations by: [Rewire](#)

Publié par:

ECPAT International

328/1 Phaya Thai Road, Ratchathewi,
Bangkok 10400, Thaïlande.

Téléphone: +66 2 215 3388 | Courriel: info@ecpat.org

Site web: www.ecpat.org



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	2
Méthodologie	2
Limites et défis de la recherche	3
QUELQUES CONSIDÉRATIONS SUR LES NORMES DE GENRE EN CÔTE D'IVOIRE	5
Normes de genre et conception de la masculinité	5
L'impact des normes de genre sur la perception de l'exploitation et l'abus sexuels des garçons	7
Discrimination envers les diversités d'orientation sexuelle et de genre, et lien avec les violences faites aux garçons	8
EXPLOITATION ET ABUS SEXUELS DES GARÇONS EN CÔTE D'IVOIRE	10
Risques identifiés et facteurs facilitant l'exploitation et l'abus sexuels des garçons	10
Tendances relatives à l'exploitation et aux abus sexuels des garçons	11
Rôle de la technologie	12
SERVICES ET STRATÉGIES DE RÉPONSE À L'EXPLOITATION ET À L'ABUS SEXUELS EN CÔTE D'IVOIRE	13
Dispositifs et services existants pour les garçons victimes et/ou survivants d'exploitation et d'abus sexuels	13
Limites et barrières à l'accompagnement et au soutien aux garçons victimes et/ou survivants	13
Contraintes financières, organisationnelles et défis dans la formation spécialisée et la disponibilité de ressources	13
Barrières socio-culturelles	14
RECOMMANDATIONS	15



INTRODUCTION

Le projet “Ensemble” est une initiative conjointe sur trois ans (2022-2025) d'ECPAT et des partenaires nationaux Monde Des Enfants (Guinée); SOS Violences Sexuelles et Communauté Abel (Côte d'Ivoire); Association Burkinabé pour la Survie de l'Enfance et KEOOGO (Burkina Faso); et Association Nigérienne pour le Traitement de la Délinquance et la prévention du crime (Niger). La cible géographique du programme est l'Afrique de l'Ouest francophone, notamment le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Niger. Au cours de la troisième année du projet, ECPAT International et ses partenaires ont mené une recherche ayant pour objectif de fournir une compréhension contextualisée de l'exploitation sexuelle des garçons, en mettant l'accent sur les perceptions au sein des communautés locales, les facteurs qui exposent les garçons à des risques accrus, ainsi que les besoins en matière de prévention, de protection et de services d'aide. Les résultats de cette recherche ont été consolidés dans ce rapport et informeront les actions de plaidoyer et les interventions de suivi du projet.

MÉTHODOLOGIE

La présente analyse situationnelle est le résultat d'un processus de recherche qui comporte cinq activités: une revue de la littérature (y compris une analyse des médias locaux); une cartographie des services existants pour les garçons ayant subi exploitation ou abus sexuels; des entretiens avec des travailleurs-euses de première ligne; des consultations avec des membres de communautés locales; et des consultations avec des garçons.

Un ensemble d'entretiens avec dix travailleurs-euses de première ligne a permis de recueillir des perspectives précieuses sur le contexte, les réponses existantes à l'exploitation et à l'abus sexuels des garçons, ainsi que les défis et les opportunités pour fournir une prise en charge de qualité aux garçons survivants en Côte d'Ivoire. Les travailleurs-euses qui se sont rendus disponibles pour les entretiens étaient des éducateurs, des directeurs et directrices de centres d'accueil et d'ONG, des coordonnateurs ou chargés de programmes de protection, des prêtres et des psychologues. Ils-elles sont employé-e-s dans des centres de transit et d'orientation ou de réinsertion; des structures étatiques de lutte contre la traite et l'exploitation; des centres d'accueil pour enfants en difficulté, déscolarisés, en situation de rue ou de mobilité sans accompagnement, victimes de traite ou talibés; des organisations non gouvernementales; des centres de santé; des collèges. Ces structures couvrent différents volets d'intervention, notamment l'hébergement, la formation professionnelle, les parcours de réinsertion et la santé. Les entretiens avec les travailleurs-euses de première ligne se sont déroulés dans les régions de la lagune (Abidjan), d'Agnéby Tiassa et du Sud Comoé.

Deux consultations ont été organisées avec deux groupes de membres de communautés locales dans différents secteurs (ou sous-quartiers) d'Abidjan, notamment Yopougon Koweït, pour le premier groupe, et Yopougon Attié 2, Port Bouët II et Ananeraie pour le deuxième groupe. En tout, 24 participant-e-s (12 hommes et 12 femmes) ont pris part à ces sessions. Ces personnes, âgées de 25 à 68

ans, souvent ayant des enfants à charge, étaient principalement des enseignants, des leaders communautaires, des leaders d'associations qui travaillent avec les enfants, des parents, des autorités traditionnelles ou des chefs de quartier, ainsi que des leaders d'associations féminines ou de jeunes.

Deux consultations ont été organisées avec 24 garçons. Ces enfants, âgés de 12 à 18 ans, sont issus des mêmes quartiers que les adultes. Ils ont été contactés à travers soit des points focaux des comités de protection de l'enfant de la communauté, soit par des éducatrices du collège qu'ils fréquentent. Il s'agit d'enfants principalement identifiés dans les communautés des quartiers mentionnés, certains faisant partie des clubs des écoles sur les droits des enfants. Au cours de la consultation, ils ont partagé leurs perceptions, opinions et expériences concernant leur vécu quotidien, les attentes sociales liées à leur genre et les défis auxquels ils sont confrontés dans leur environnement familial et communautaire.

Un atelier de consultation nationale a été organisé à Abidjan les 25 et 26 juin 2025 avec pour objectif de discuter et valider les résultats préliminaires de la recherche. Cet atelier a réuni les représentants de diverses agences gouvernementales, institutions internationales, et organisations de la société civile, y compris des organisations d'enfants.

Dans le cadre de cette étude, le terme *“survivants”* a été utilisé pour désigner les enfants et notamment les garçons confrontés à l'exploitation et aux abus sexuels. Ce choix traduit une volonté d'adopter un langage qui reconnaît l'autonomie et la résilience des personnes concernées. Il permet également d'éviter le terme *“victime”*, qui demeure utilisé dans

certains contextes, notamment celui de la justice pénale, où il peut être plus approprié. Cependant, il est essentiel de souligner l'importance de permettre aux enfants et aux jeunes de définir eux-mêmes la manière dont ils souhaitent que leur expérience soit décrite. Dans la mesure du possible, il est toujours préférable de demander aux personnes concernées comment elles souhaitent être désignées, conformément aux recommandations du Guide de Terminologie pour la Protection des Enfants contre l'Exploitation et l'Abus Sexuels.¹

LIMITES ET DÉFIS DE LA RECHERCHE

Constatant l'insuffisance des données disponibles sur la question, la recherche a été entreprise afin de combler cette lacune informationnelle. Ce manque s'est révélé être un défi majeur au cours des travaux: bien que de nombreuses informations existent sur la condition des enfants en Côte d'Ivoire, il n'existe presque aucune étude ou rapport spécifique sur l'exploitation et les abus sexuels envers les garçons. Les rares documents disponibles sont généralement anciens et ne sont plus à jour.

Cette situation est probablement due, au moins en partie, à l'invisibilisation de l'exploitation et des abus sexuels envers les garçons et aux tabous qui existent autour de ce sujet. Comme ce rapport le démontre, l'abus et l'exploitation sexuels des garçons ne sont pas généralement discutés de manière ouverte, soit parce qu'ils sont méconnus, soit parce qu'ils font souvent l'objet de déni, tant de la part des survivants que des familles et des communautés.

L'absence d'information détaillée et de prise en charge de ces violences de la part des différents acteurs impacte également la

¹ Interagency Working Group on Sexual Exploitation. (2025). [Terminology Guidelines for the Protection of Children from Sexual Exploitation and Sexual Abuse](#). Section P. 140.

manière de comprendre et de traiter les concepts: dans un contexte où la violence sexuelle contre les garçons est peu reconnue et encore moins abordée, la distinction entre abus et exploitation sexuels n'est pas toujours précise. Il est plus

courant de parler de violences ou d'abus de manière plus générale, comme le montrent les déclarations des participant-es qui ne font pas toujours la différence entre ces deux concepts, ou entre relations consensuelles et violence.



→ QUELQUES CONSIDÉRATIONS SUR LES NORMES DE GENRE EN CÔTE D'IVOIRE

NORMES DE GENRE ET CONCEPTION DE LA MASCULINITÉ

Selon plusieurs professionnels interrogés travaillant au sein de centres d'accueil, les garçons sont perçus par la société comme bénéficiant d'un statut particulier, avec l'attente qu'ils participent activement à la vie culturelle, économique et sociale. Ils sont considérés comme un *“investissement”* pour l'avenir, garants de la perpétuation de la famille et destinés à occuper des rôles d'autorité, en tant que personnes chargées de *“donner les directives”*. Un psychologue d'une organisation non gouvernementale interrogé sur le sujet a souligné que les garçons et les hommes sont respectés s'ils travaillent et sont mariés. Cette représentation de l'homme comme *“être suprême”* dans le cadre familial a été confirmée lors d'une consultation avec des membres des communautés locales des différents quartiers, au cours de laquelle les adultes participant-e-s ont souligné que le garçon porte la responsabilité du nom de la famille et de la préservation de son honneur. Cette perception a également été mise en évidence lors de la consultation nationale organisée avec divers acteurs institutionnels et représentants d'organisations, durant laquelle les participant-e-s ont noté la centralité du rôle d'héritiers des garçons et leur fonction d'*“assurance”* de la famille, de sa stabilité et dignité.

Toutefois, la majorité des participant-e-s à cette étude a estimé qu'il était plus facile d'élever une fille, car celle-ci quitte généralement assez tôt le foyer familial pour

se marier, tandis qu'un garçon *“peut rester sous la charge des parents jusqu'à 30 ans”*. Cette considération illustre le rôle de responsabilité et d'autosuffisance attribué aux garçons par les travailleurs-euses interrogé-e-s, en mettant en lumière une dynamique genrée dans laquelle les filles sont perçues comme un *“fardeau temporaire”* tandis que les garçons sont considérés comme un *“investissement”* à long terme, malgré les charges prolongées qu'ils peuvent représenter pour la famille.

Toutefois, certains membres des communautés locales ont affirmé que les garçons acquièrent rapidement leur autonomie et peuvent subvenir à leurs besoins. À ce propos, ils ont déclaré : *“Nous trouvons ainsi des milliers d'enfants dans les rues en Côte d'Ivoire. Tous y sont pour se débrouiller”*. Ce sentiment a été exprimé par les garçons eux-mêmes, qui ont indiqué ne pas être suffisamment encadrés, car *“les communautés pensent qu'ils doivent se battre pour réussir leur vie en tant que garçons”*. Cette perception met en lumière un ressenti qui semble imprégné d'un certain ressentiment face aux attentes de performance et à l'absence de soutien.

Par ailleurs, certaines personnes interrogées, travaillant dans des organisations non gouvernementales, ont relevé que certaines activités, comme l'art, la cuisine ou les tâches ménagères, sont perçues comme inappropriées pour les garçons. Selon eux, cette perception contribue à étouffer l'expression libre des garçons et peut parfois entraîner des tendances dépressives.

Lors de la consultation avec un premier groupe de garçons, ces derniers ont décrit les caractéristiques et comportements que la société ivoirienne attend des garçons. Ils ont notamment affirmé qu'un garçon:

“doit donner des conseils [...] il doit être fier de lui, il doit être honnête, il doit ressentir l'amour [...] il doit dire que ‘je ne pleure pas’, il doit faire de bonnes choses, il doit donner des idées à ses parents, il ne doit pas boire de l'alcool, il ne doit pas être violent”

Ils ont également précisé qu'un garçon:

“doit travailler pour rendre fier ses parents, doit surveiller sa petite sœur, prendre soin de son père et de sa mère, doit jouer au football, il doit être courageux, faire des bisous, ne pas insulter les grandes personnes, il doit avoir des enfants [...], doit se sentir fier de lui, être le gardien de sa famille [...], se sentir beau, doit faire l'amour [...], doit ressentir qu'il est fort, doit ressentir l'envie de faire les choses, ne doit pas ressentir la maltraitance”.

Ils ont d'ailleurs insisté sur l'interdiction d'être violent ou encore d'être “*kpakpato*” (quelqu'un qui ne garde pas les secrets et colporte des rumeurs), de regarder des feuilletons destinés aux filles, ou de pratiquer le maraboutage. Pendant la discussion de groupe, les participant·e·s ont

ajouté qu'un garçon ne doit pas effectuer de travaux ménagers. Ils ont aussi indiqué qu'un garçon ne peut pas montrer qu'il prend de la drogue, qu'il ressent de la joie ou des sentiments amoureux, ni exprimer ce qui le dérange chez quelqu'un, sa douleur intérieure, son désir de justice, son sentiment de manque, ou la honte qu'il ressent en public.

Cette longue liste d'attentes, d'obligations et de modèles de comportement à adopter montre à quel point la pression sociale pèse sur les garçons: plus précisément, il est frappant de constater qu'ils ont intériorisé l'idée qu'il ne leur est pas seulement interdit de montrer certaines émotions, mais même de les ressentir. Lorsque les chercheurs ont demandé pourquoi un garçon ne devrait pas pleurer, les garçons ont expliqué que cela pourrait entraîner qu'ils soient perçus comme des “*woubi*” (homosexuels) ou comme faibles, et qu'ils seraient moqués par tous. Lors de la consultation nationale, les acteurs participants ont aussi mentionné la honte engendrée par ces représentations, qui survient lorsque les garçons ont le sentiment de ne pas être à la hauteur des attentes sociales qui pèsent sur eux.

Un deuxième groupe de garçons consultés a partagé des idées similaires, estimant qu'un garçon doit ressentir l'amour, se sentir courageux, fort et libre, se faire respecter; en revanche, il ne doit pas ressentir la douleur ou dire qu'il est fatigué. Ils ont affirmé qu'un garçon ne doit pas prononcer le nom des parties génitales masculines ou féminines, ni dire “*qu'il est une fille*”, ce qui révèle une certaine réticence vis-à-vis des discours sur la sexualité et une forme de méfiance, voire de discrimination, envers les identités de genre non binaires. Toutefois, ils ont reconnu qu'un garçon peut se sentir maltraité et “*peut ressentir les blessures, qu'il doit [se] battre pour réussir et gagner sa vie sans le soutien de quelqu'un*”.

La majorité des membres de la communauté de Yopougon Koweït, notamment les femmes plus âgées, n'étaient pas d'accord avec l'idée que *“les garçons sont durs et forts et ne doivent pas pleurer”*. Elles ont expliqué que:

“[...] peu importe le sexe. C'est la même peau et le même corps qui ressentent les mêmes douleurs. En effet, certains garçons se cachent pour pleurer face à des situations”.

Néanmoins, tous·tes les participant·e·s de ce groupe ont validé les affirmations selon lesquelles *“les garçons doivent être courageux face au danger”* et *“les garçons ne sont pas aussi émotifs que les filles”*, cette dernière affirmation étant considérée comme une caractéristique naturelle des hommes. Les membres des communautés de Yopougon Attié 2, Port Bouët II et Ananeraïe² ont exprimé des idées similaires, insistant sur le fait qu'un garçon *“doit faire en sorte qu'on ne sache pas qu'il est faible”*. Ils ont en outre partagé, eux aussi, la vision que *“les garçons ne sont pas aussi émotifs que les filles”*.

L'impact des normes de genre sur la perception de l'exploitation et l'abus sexuels des garçons

Les perceptions très marquées par rapport aux rôles de genre sont renforcées par les résultats d'une étude du Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant de 2020, selon laquelle jusqu'à 81,6% des hommes

âgés de 18 à 24 ans soutiennent les normes patriarcales. Cette proportion reste élevée, bien que moins forte, chez les enfants âgés de 13 à 17 ans (52,8% des garçons contre 43,7% des filles).³ Cela alimente les représentations selon lesquelles les garçons ayant subi exploitation ou abus sexuels sont souvent perçus comme des provocateurs ou des déviants, plutôt que comme des victimes, ce qui accentue leur vulnérabilité à l'exclusion sociale et à l'exploitation ou l'abus sexuels.⁴ Un psychologue d'une ONG qui travaille sur les violences sexuelles le souligne également, en précisant que l'enfant survivant est souvent culpabilisé. Cette perception limite les possibilités pour les survivants de sexe masculin de demander de l'aide ou d'être reconnus comme tel. Selon la même étude, il existe d'ailleurs des cas où les parents de certains survivants feignent d'ignorer la situation à laquelle leurs enfants sont exposés, ou même incitent les frères et sœurs de la victime à imiter ces pratiques.⁵

En lien avec cela, plusieurs travailleurs·euses interrogé·e·s ont indiqué que l'exploitation et les abus sexuels envers les garçons restent un sujet tabou et caché, en particulier en milieu rural. Ce phénomène est souvent méconnu, incompris ou nié par la population. De façon similaire, la présidente d'une ONG a souligné qu'*“un garçon ayant subi une agression sexuelle est considéré comme une honte et un déshonneur”*.

La vision partagée selon laquelle le garçon est généralement perçu comme fort, symbole de *“suprématie”* et porteur de responsabilité a un impact significatif sur la perception de l'exploitation et des abus sexuels, y compris parmi les professionnels; si bien il n'y a pas eu de consensus sur cet

² Quartiers de la commune de Yopougon, à Abidjan.

³ Dans le cas de cette étude, les effectifs des pourcentages ne sont pas disponibles. Ministère de la Femme, de la famille et de l'enfant. (2020). Enquête sur la violence faite aux enfants et aux jeunes en Côte d'Ivoire.

⁴ Ibid.

⁵ Ibid.

aspect. Des travailleurs-euses considèrent que la victimisation d'un garçon serait toujours justifiée par le fait que l'agresseur est *“plus fort”*, renforçant ainsi l'idée que subir l'exploitation ou l'abus sexuels équivaut à être faible.

Selon les travailleurs-euses interrogé-e-s, les garçons survivants d'abus sexuels sont souvent stigmatisés, considérés comme des *“espoir[s] perdu[s]”* et privés de leur identité sociale, ce qui entraîne des traumatismes et un risque de marginalisation. Alors que les filles sont perçues comme ayant besoin de plus d'attention, les cas impliquant des garçons, en particulier lorsque les auteurs sont des femmes, sont souvent ignorés ou tournés en ridicule. Cependant, les travailleurs-euses considèrent que les populations des zones urbaines ont tendance à faire preuve d'une plus grande ouverture d'esprit, et certains professionnels se montrent plus compatissants envers les garçons victimes d'abus sexuels.

DISCRIMINATION ENVERS LES DIVERSITÉS D'ORIENTATION SEXUELLE ET DE GENRE, ET LIEN AVEC LES VIOLENCES FAITES AUX GARÇONS

Lors de la revue de la littérature, une attitude de rejet envers la communauté LGBTQIA+ a été observée, ce qui complique davantage la prise en compte des garçons ayant subi exploitation ou abus sexuels, en particulier ceux perçus comme *“efféminés”* ou en lien avec des réseaux LGBTQIA+.⁶ Bien qu'Abidjan soit censée offrir un environnement relativement sûr par rapport à d'autres pays, en raison de l'absence de lois discriminatoires à l'encontre de la communauté LGBTQIA+,⁷

cette dernière reste néanmoins fréquemment confrontée au rejet, à la stigmatisation et aux agressions. En effet, lors d'un exercice visant à identifier les comportements acceptés ou non pour les garçons en Côte d'Ivoire, le deuxième groupe de garçons consultés a affirmé qu'*“un garçon doit dire à son ami qu'il ne faut pas avoir de relations sexuelles avec un garçon”*. Ils ont également rapporté que les leaders communautaires considèrent l'homosexualité comme une *“atrocité”*. Les garçons mentionnent d'ailleurs les relations homosexuelles comme une forme de violence, de manière générale, sans toujours faire référence à des agressions ou des relations violentes. Cela conforte les idées reçues qui associent l'homosexualité à la violence sexuelle faite aux garçons en raison des préjugés et biais de perception déjà mentionnés.

La revue de la littérature a d'ailleurs permis d'établir que les forces de sécurité contribuent à la marginalisation des personnes LGBTQIA+ par des violences et humiliations, voire de la torture et des mauvais traitements dans certains cas. Cette situation dissuade le signalement,⁸ y compris parmi les survivants d'exploitation et d'abus sexuels. De plus, des cas de milices organisées violentes essayant de tromper et ensuite d'attaquer des personnes LGBTQIA+ ont aussi été rapportées.⁹

Le rejet des proches et de la communauté peut exacerber la situation des survivants LGBTQIA+, qui font face à des violences verbales et physiques, souvent au sein même de leur famille. Cette discrimination les affecte notamment en dehors des zones urbaines comme Abidjan.¹⁰ De plus, l'absence de cadre juridique clair concernant les droits des personnes

⁶ Le Monde Afrique. (2024). [La Côte d'Ivoire, un refuge fragile pour les personnes LGBT+ d'Afrique de l'Ouest](#)

⁷ Ibid.

⁸ Organisation Suisse d'aide aux réfugiés. (2021). [Côte d'Ivoire: situation des personnes LGBTQI et protection de l'Etat.](#)

⁹ Ibid.

¹⁰ Ibid.

LGBTQIA+ alimente un climat de peur et de silence autour des violences qu'elles subissent, y compris celles liées à l'exploitation sexuelle.¹¹ La situation est particulièrement grave pour les personnes transgenres; des témoignages déclarent qu'il leur est *"impossible de porter plainte"* sans être harcelées ou même violées, ce qui pousse les personnes ayant subi différents types de violence, notamment sexuelles, à ne pas dénoncer ces crimes.¹²

Ces conditions renforcent la difficulté à identifier et à documenter l'exploitation sexuelle des garçons, en particulier lorsqu'elle est liée à des identités de genre ou des orientations sexuelles qui ne correspondent pas à l'idée traditionnelle de l'hétérosexualité.



¹¹ Conseil National des Droits de l'Homme. (2015). [Cartographie des LGBT en Côte d'Ivoire](#).

¹² *Ibid.*

EXPLOITATION ET ABUS SEXUELS DES GARÇONS EN CÔTE D'IVOIRE

RISQUES IDENTIFIÉS ET FACTEURS FACILITANT L'EXPLOITATION ET L'ABUS SEXUELS DES GARÇONS

Plusieurs risques généraux en lien avec l'exploitation et l'abus sexuels ont été identifiés tant par les travailleurs-euses que par les membres des communautés locales. Un chargé de protection interrogé a noté que la consommation de drogues est un facteur de risque important, ce qui a conduit à la mise en place de mesures ciblées pour les garçons. Les membres des communautés locales ont également cité l'alcool, les cas d'empoisonnement et les lieux tels que les cybercafés, associés à la *“cybercriminalité et aux arnaques”*, ainsi que les fumoirs, considérés comme propices aux *“règlements de comptes entre gangs”*. Les garçons, de leur côté, ont souligné la nécessité de *“respecter les grandes personnes au risque d'être maltraités”*, tout en évoquant le recours fréquent à des pratiques disciplinaires violentes, combiné à un manque de surveillance et de sécurité, ainsi qu'à des relations intrafamiliales complexes à cause de la polygamie et des problèmes d'addiction. De manière similaire, les familles dites *“recomposées”* (c'est-à-dire formées après une séparation ou un remariage, avec des enfants d'unions précédentes) ont également fait l'objet d'une attention particulière lors de la consultation nationale de validation des résultats. Certains participants, adultes comme enfants, ont souligné le risque que ces familles pourraient représenter pour les

garçons, en raison — selon eux — de la présence de beaux-parents auteurs de maltraitance ou d'abus dans certains cas dont ils avaient connaissance. En outre, le climat familial parfois instable rendrait les garçons plus vulnérables à l'exploitation sexuelle, du fait qu'ils recherchent un environnement sécurisant ailleurs. La pauvreté poussant certains garçons à travailler dans la rue et les *“violences cachées”* du milieu rural ont été citées, ainsi que les violences sexuelles. Le viol, les abus sexuels d'enfants et les attouchements font notamment partie des risques auxquels les garçons se disent exposés, et qu'ils associent à une absence de sécurité.

Selon la directrice d'un centre d'accueil, la situation de rue constitue un facteur aggravant du risque d'exploitation et d'abus sexuels, notamment ceux perpétrés par des personnes étrangères. Elle précise que la vie urbaine est perçue comme plus dangereuse en termes de violences sexuelles, notamment parce que *“l'individualisme [...] règne”* et que la surveillance y est moindre. Toutefois, d'autres professionnels interrogés estiment que les familles urbaines disposent de connaissances plus avancées sur la thématique de l'exploitation et des abus sexuels, ce qui constitue un facteur de protection.

Enfin, la négligence parentale, parfois liée à la recherche de revenus, a été identifiée par l'un des professionnels interrogés comme un facteur de risque.

TENDANCES RELATIVES À L'EXPLOITATION ET AUX ABUS SEXUELS DES GARÇONS

Une étude réalisée en 2016 par SOS Violences Sexuelles, ECPAT France et ECPAT Luxembourg a mis en évidence le nombre important de garçons victimes d'exploitation sexuelle en Côte d'Ivoire, ceux-ci représentant 51,8% des victimes interrogées.¹³ La plupart des abus étaient perpétrés par des hommes (77,3%), en particulier à Abidjan, où des réseaux d'exploitation organisés ciblaient les garçons et les filles par le biais d'annonces destinées aux femmes.¹⁴ Près de 47,5% des garçons interrogés à Abidjan ont été victimes d'exploitation dans le contexte des voyages et du tourisme, souvent après avoir été mis en contact avec des exploiters par l'intermédiaire d'amis ou via les réseaux sociaux. Les motivations invoquées étaient notamment le besoin financier, le paiement des études et la découverte de la sexualité.¹⁵ Il est intéressant de noter que les garçons interrogés présentaient un taux d'analphabétisme relativement faible (9,2%) comparé à la moyenne nationale (32,4% en 2016).¹⁶

Les données recueillies dans le cadre de la présente étude révèlent une variabilité dans la proportion de garçons parmi les survivants d'exploitation et d'abus sexuels. Les professionnels interrogés ont fourni des informations supplémentaires sur la proportion de garçons soutenus par leurs organisations. Alors qu'une organisation non gouvernementale a indiqué soutenir en moyenne 4 garçons âgés de 16 à 18 ans pour 100 bénéficiaires, une autre a rapporté un

chiffre de 3 à 4 pour 10. Dans un centre de transit, la proportion était de 10 à 20 garçons (âgés de 3 à 10 ans) pour 100. Dans un centre de santé communautaire situé en zone urbaine, les garçons représentaient environ 10% du nombre total de cas, tandis qu'une éducatrice a estimé cette proportion à 20% sur un total de 80 cas.

Les garçons consultés ont confirmé avoir été exposés à des risques d'abus et d'exploitation sexuels; certains ont même rapporté avoir été témoins directs d'abus sexuels collectifs perpétrés contre d'autres garçons.

Par ailleurs, plusieurs contextes ont été mentionnés comme augmentant l'exposition des garçons à l'exploitation et aux abus sexuels, notamment le milieu scolaire, le sport, ainsi que les cercles sociaux de manière générale. L'éducatrice a rapporté des cas spécifiques survenus dans des *"résidences meublées"*, où des garçons se cotisent pour louer un lieu afin de commettre des actes sexuels sur un membre du groupe qui *"accepte de se mettre dans la peau d'une femme"*; cette-ci serait une des manifestations du phénomène des *"tontines sexuelles"*.¹⁷ Les abus intrafamiliaux, notamment par des oncles ou cousins, sont également soulignés par cette même éducatrice, un point corroboré par les membres des communautés de Yopougon Attié 2, Port Bouët II et Ananeraie.

Enfin, plusieurs travailleurs-euses interrogé-e-s évoquent la dimension rituelle et mystique de certains abus sexuels, pratiqués dans le but d'atteindre ou de maintenir le pouvoir ou la richesse. Une

¹³ Cette répartition était toutefois fortement influencée par le choix méthodologique de l'étude, qui visait à enquêter un échantillon le plus inclusif possible, sans chercher à refléter fidèlement les pourcentages réels du phénomène.

¹⁴ SOS Violences Sexuelles, ECPAT France et ECPAT Luxembourg. (2016). [Analyse situationnelle de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales en Côte d'Ivoire.](#)

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ Il s'agit de cagnottes organisées entre enfants qui, une fois l'argent nécessaire collecté, se réunissent dans des lieux privés dans le but de commettre des actes sexuels et parfois les enregistrer et diffuser. Il n'a pas toujours été possible de clarifier sur la base des témoignages si cette pratique se déroule dans le cadre de la prostitution (l'âge des personnes impliquées n'a pas été mentionné), ou si cela se passe dans le cadre d'autres contextes en lien avec l'exploitation sexuelle et l'abus sexuel d'enfants, comme dans le cas ici mentionné.

éducatrice a évoqué le phénomène des “*gnanhis*”, dans lequel des femmes âgées et aisées exploiteraient sexuellement de jeunes garçons. Des travailleurs-euses de centres et d'ONG ont eux aussi identifié les motivations financières comme l'une des principales raisons expliquant l'exploitation sexuelle des garçons.

Rôle de la technologie

Les interactions en ligne et l'usage des réseaux sociaux ont été identifiés comme des contextes à risque pour l'exploitation et les abus sexuels des garçons, tant par ces derniers lors des consultations que par certains travailleurs-euses interrogé.e.s. Plusieurs professionnels travaillant dans des centres d'accueil ont insisté sur le rôle central des réseaux sociaux en tant que lieux privilégiés pour la traite d'enfants et pour permettre aux auteurs d'abus d'établir un premier contact avant une rencontre

physique. Le site Qnet a été spécifiquement mentionné comme une plateforme utilisée à cette fin par la directrice d'un centre d'accueil. Une éducatrice a rapporté un cas concret de sollicitation facilitée par les réseaux sociaux, dans lequel un homme est parvenu à manipuler une famille en situation de précarité afin d'abuser de deux jeunes garçons. De plus, un chargé de protection d'une ONG a signalé l'existence de vidéos sur Facebook, Instagram et X qui promeuvent des méthodes pour “*devenir riche*” via des actes sexuels violents, illustrant ainsi la diffusion de contenus violents en ligne.

Les membres des communautés locales alertent également sur les risques de cybercriminalité dans les cybercafés, espaces fréquentés par les enfants, bien que certains considèrent que le risque d'y subir des violences, y compris sexuelles, demeure modéré.



SERVICES ET STRATÉGIES DE RÉPONSE À L'EXPLOITATION ET À L'ABUS SEXUELS EN CÔTE D'IVOIRE

DISPOSITIFS ET SERVICES EXISTANTS POUR LES GARÇONS VICTIMES ET/OU SURVIVANTS D'EXPLOITATION ET D'ABUS SEXUELS

Dans le cadre de la cartographie des services existants et de leur analyse, 13 centres offrant des services d'ordre général aux enfants ont été identifiés. Ceux-ci sont principalement basés dans les régions de Lagune à Abidjan (avec 6 centres), de Gbêkê, Poro, Agnèby-Tiassa, Bas-Sassandra et Sud Comoé. Il s'agit de centres de différents types, offrant plusieurs volets d'intervention. De nombreux centres, identifiables comme des centres d'accueil et de réhabilitation, offrent un hébergement temporaire et des services de réhabilitation pour les garçons ayant subi exploitation ou abus sexuels. Les hôpitaux et cliniques proposent des soins médicaux, y compris des traitements pour les traumatismes physiques et psychologiques. Des programmes de soutien et d'accompagnement psychologiques sont disponibles, bien que souvent limités en termes de ressources. Certaines ONG mènent des campagnes de sensibilisation et d'éducation sur les droits des enfants et les abus sexuels.

D'après l'analyse, certaines organisations non gouvernementales locales et internationales travaillent activement pour sensibiliser et fournir des services aux garçons survivants, montrant une volonté d'adapter les programmes à leurs réalités. En effet, un coordinateur du programme de protection d'une ONG interrogé a

mentionné des séances de sensibilisations sur les thèmes de la non-violence et de la citoyenneté dédiées spécifiquement aux garçons, qui ont eu beaucoup de succès. Il a également fait référence à des initiatives de sensibilisation sur le thème de la violence sexuelle envers les garçons avec les autorités communautaires coutumières. Un chargé de protection d'un centre de santé urbain communautaire a expliqué qu'une plateforme a été créée au sein de sa structure afin que *"tout le monde soit informé de tous les cas de violences [...] qui nous parviennent afin de prendre des dispositions"*, en se référant également aux abus sur les garçons et en montrant une volonté d'adopter une approche spécialisée.

LIMITES ET BARRIÈRES À L'ACCOMPAGNEMENT ET AU SOUTIEN AUX GARÇONS VICTIMES ET/OU SURVIVANTS

Contraintes financières, organisationnelles et défis dans la formation spécialisée et la disponibilité de ressources

D'après l'analyse de la cartographie des services, la majorité des centres existants se concentrent sur les enfants en situation de rue ou de rupture sociale, et non spécifiquement sur les garçons ayant subi exploitation ou abus sexuels. Les zones rurales et éloignées de la Côte d'Ivoire sont particulièrement défavorisées, avec un manque d'infrastructures et de personnel formé.

Selon des travailleurs·euses de centres d'accueil, organisations non gouvernementales et associations, l'insuffisance des ressources financières, notamment en raison de l'absence de support étatique adéquat, constitue un obstacle majeur; et le renforcement des capacités existantes, y compris à travers de formations spécifiques sur la prise en charge des garçons, constitue une priorité. Le directeur d'un centre a aussi mentionné la nécessité d'un travail de sensibilisation auprès des enfants, ainsi que d'une augmentation des ressources humaines. La présidente d'une ONG a considéré que la qualité des services existants dans le pays est *"nulle"*, tout en critiquant l'absence de collaboration avec l'État. Un chargé de protection d'un centre de santé communautaire en milieu urbain a quant à lui souligné qu'il n'existe pas du tout de services dédiés pour les garçons survivants. En revanche, la Directrice d'une association pour enfants en situation difficile a évalué la qualité des services pour les enfants – sans distinction de genre – comme étant très positive, même si elle a noté que la capacité d'accueil n'est pas adaptée aux nécessités. Enfin, les enfants consultés ont remarqué que les lois relatives à la protection des enfants ne sont pas connues, et que les comités de protection sont inexistantes dans leurs communautés, renforçant une sensation de négligence qui est ressortie à plusieurs reprises lors des consultations.

Barrières socio-culturelles

Selon le directeur général d'un centre d'accueil, le principal obstacle pour les garçons ayant subi exploitation ou abus sexuels est *"le manque de signalement à cause des regards des autres"*.

Cette difficulté a été confirmée par les deux groupes de garçons consultés, qui ont déclaré qu'obtenir de l'aide est compliqué:

"il est difficile même d'en parler parce que nous sommes des garçons. Il y a aussi la honte et la peur qui sont d'autres difficultés".

De manière générale, les garçons consultés ont dit se sentir négligés et sans protection. Par ailleurs, le fait que les communautés ignorent ou ne croient pas que les garçons puissent être victimes d'exploitation ou d'abus sexuels complique fortement la dénonciation, selon des chargés de protection d'une ONG et d'un centre de santé communautaire en milieu urbain. Ces derniers précisent d'ailleurs que les familles des survivants ont souvent tendance à régler les affaires *"à l'amiable"*.



RECOMMANDATIONS

Afin de prévenir et de répondre de manière adéquate à l'exploitation et aux abus sexuels envers les garçons, il est essentiel de mettre en place un système de protection de l'enfance solide, bien coordonné entre les différents acteurs, et doté de ressources humaines, techniques et financières suffisantes. Les recommandations suivantes ont été formulées sur la base des recherches menées dans le cadre de ce projet. Les différents participant·e·s aux activités de recherche ont été invités à formuler des recommandations qui ont été examinées et approfondies lors de l'atelier de consultation nationale tenu à Abidjan en juin 2025.

Politique et législation

- » Les professionnels travaillant avec des enfants doivent être pleinement informés des lois et politiques qui protègent tous les enfants contre toutes les formes de violence, d'abus, d'exploitation, de négligence et de pratiques préjudiciables dans tous les contextes.
- » Adapter au contexte local et puis tester des approches holistiques et fondées sur les droits en matière d'éducation relationnelle et sexuelle. Ces approches doivent être adaptées à l'âge des enfants, s'appuyer sur leurs points de vue et leurs perspectives, et être régulièrement mises à jour afin de refléter les nouvelles recherches et tendances.
- » Il est particulièrement important de tenir les professionnels informés des récentes réformes juridiques afin de garantir une protection efficace des enfants.

- » Il est essentiel de veiller à ce que les professionnels comprennent la nature inclusive des lois afin d'éviter toute lacune dans la protection des enfants et de réagir de manière appropriée à tous les cas d'abus, quel que soit le sexe de l'enfant ou de l'auteur.

Gouvernance et coordination

- » Il est recommandé d'élaborer une stratégie nationale sur les masculinités positives, qui soit articulée avec les politiques de protection de l'enfance et les initiatives pour l'égalité de genre existantes.
- » Une coordination renforcée entre les services du Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale et ceux du Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant est à favoriser. Une meilleure interopérabilité entre ces structures permettrait d'assurer une réponse plus cohérente et efficace.

Ressources humaines et financières

- » Prioriser le recrutement de ressources humaines qualifiées additionnelles, y compris des psychologues, professionnels de santé, figures d'assistance juridique et d'accompagnement scolaire, afin de répondre de manière adéquate aux besoins des garçons ayant subi des abus et réduire les lacunes dans la couverture des services.

- » Parallèlement, il est nécessaire de renforcer les capacités de l'ensemble des intervenant·e·s issus de différents secteurs — assistants sociaux, agents de santé, membres d'ONG — en mettant en œuvre des formations visant à développer à la fois leurs compétences techniques et relationnelles, avec un accent particulier sur les approches sensibles au genre et tenant compte des traumatismes.
- » Établir des conventions entre les services compétents pour renforcer la collaboration interinstitutionnelle et garantir une prise en charge complète.
- » S'assurer que des services spécialisés pour les garçons ayant subi exploitation et abus sexuels, adaptés à leurs besoins spécifiques, soient disponibles et opérationnels à travers le pays.
- » Créer un espace d'échange entre organisations actives dans le secteur de la protection de l'enfance à travers une plateforme nationale de dialogue avec l'État, afin que leurs idées et demandes soient réellement prises en compte dans l'élaboration des politiques publiques.
- » Renforcer la sensibilisation, notamment par la diffusion de messages éducatifs à travers des émissions et des spots audiovisuels – par exemple pour promouvoir la ligne d'assistance 116 ou pour démarrer des conversations sur les rapports égalitaires, les biais et les stéréotypes de genre, avec pour but de contribuer à une meilleure détection et dénonciation des cas.
- » Rendre systématique l'adoption de codes de conduite pour les professionnels en contact avec des enfants, assortie de mécanismes de sanction en cas de violation, ainsi que de dispositifs de suivi des cas.

Continuum de services

- » Assurer une couverture des services de protection sur tout le territoire, notamment en multipliant les cellules de soutien psychosocial ainsi que les centres d'écoute et de prise en charge pour les enfants survivants de violences sexuelles. Ces centres doivent être sensibles aux spécificités de genre et adaptés aux besoins des garçons.
- » Optimiser et assurer la continuité de l'appui aux organisations non gouvernementales actives dans la protection des enfants, en favorisant leur intégration au sein des programmes et plans d'action existants. Cet appui peut prendre la forme de formations, de partage de ressources ou de mise à disposition d'infrastructures, afin de consolider leur capacité d'intervention sur le long terme.

Participation des enfants et des communautés

- » Mobiliser les leaders communautaires, religieux et traditionnels, des zones rurales comme urbaines, à travers des espaces de dialogue structurés avec les familles, avec pour but de remettre en question les normes de genre et les idées rigides de masculinité qui empêchent les garçons de signaler les violences qu'ils subissent ou de chercher de l'aide.
- » Impliquer activement les pères et les modèles masculins dans les initiatives de prévention afin de promouvoir des formes positives de masculinité, de remettre en question les normes de genre néfastes et de renforcer les environnements protecteurs pour les enfants et les adolescents.

Données et preuves

- » Améliorer les systèmes de collecte et de gestion des données afin de garantir une documentation complète et fiable des cas d'abus sexuels et d'exploitation des garçons. Cela devrait inclure la collecte systématique de données désagrégées par sexe, âge, handicap, type d'abus/d'exploitation, profil de l'enfant et de l'auteur, ainsi que des recherches qualitatives et quantitatives ciblées afin d'éclairer l'élaboration de politiques publiques sensibles au genre et à l'intersectionnalité.



LA PAROLE AUX ENFANTS: LEURS IDÉES POUR AGIR

- » Les familles doivent écouter, prêter attention, comprendre et soutenir les enfants.
- » Les communautés doivent veiller à la protection des enfants, car les garçons sont encore fragiles; certaines figures, notamment les chefs religieux et traditionnels, doivent mettre en place des règles pour protéger les garçons et les aider à mieux grandir.
- » Les influenceurs doivent mettre en avant des idées pour aider les garçons à bien se développer.
- » L'Etat doit construire des maisons pour les garçons victimes de violences pour les protéger.





328/1 Phaya Thai Road,
Ratchathewi, Bangkok,
10400, Thaïlande

Téléphone: +662 215 3388
Courriel: info@ecpat.org
Site web: www.ecpat.org

Pour plus d'informations:

